



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n°UBDEO/ERA/25/19 modifiant l'arrêté préfectoral
d'autorisation du 18 décembre 2006 de la société ECO-TECHNILIN implantée
sur la commune de Saint-Martin-du-Tilleul**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.181-14 et L.514-5,
- Vu le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,
- Vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,
- Vu le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- Vu l'arrêté préfectoral n°D3/B4-06-318 du 18 décembre 2006 autorisant la société LINIÈRE DE SAINT MARTIN à exploiter une installation située sur la commune de Saint-martin-du-Tilleul ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°D1/B1-14-820 du 02 décembre 2014 complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°D3/B4-06-318 du 18 décembre 2006 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/21/111 du 06 août 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n°D3/B4-06-318 du 18 décembre 2006 ;
- Vu la déclaration de changement de dénomination sociale du 24 mai 2022, complétée le 17 décembre 2024 par la société ECO-TECHNILIN dont le siège social est situé Zone activité Caux Multipôle, RD 6015 à Valliquerville (76190) pour une installation exploitée sur la commune de Saint-Martin-du-Tilleul (27300) à l'adresse 113 rue du Puits ;

- Vu le porter-à-connaissance relatif au remplacement de deux lignes de peignage de lin par une ligne d'affinage et cardage de lin du 03 décembre 2024, complété les 30 janvier et 05 février 2025 ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2024-005658 du 03 décembre 2024 ;
- Vu la décision quant à la réalisation d'une évaluation environnementale, prise en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de modification d'une autorisation environnementale : « Projet Innofibre II présenté par la société ECO-TECHNILIN sur la commune de Saint-Martin-du-Tilleul (Eure) » du 21 janvier 2025 ;
- Vu l'avis favorable du SDIS du 23 janvier 2024 ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection en date du 10 février 2025 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant en date du 10 février 2025 ;
- Vu l'absence de remarques de l'exploitant transmise par courriel du 10 février 2025 ;

Considérant que la société ECO-TECHNILIN exploite un site soumis à autorisation au titre des ICPE sur la commune de Saint-Martin-du-Tilleul ;

Considérant la demande déposée ;

Considérant que l'instruction de la demande d'examen au cas par cas conclut sur la non nécessité de soumettre la modification à évaluation environnementale ;

Considérant le caractère non substantiel des modifications demandées au regard de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant l'avis du SDIS ;

Considérant que les dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement qui prévoient que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion d'une modification des installations ;

Considérant les dispositions de l'article R.181-45 qui prévoient que les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires ;

Considérant l'article R.181-39 du code de l'environnement rendant facultatif l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société ECO-TECHNILIN conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Objet de l'arrêté

La société ECO-TECHNILIN (SIRET : 510 634 983 00017) dont le siège social se situe Zone activité Caux Multipôle, RD 6015 76190 Valliquerville, est tenue de respecter pour son établissement situé 113 rue du Puits 27300 Saint-Martin-du-Tilleul, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 susvisé, autorisant la société ECO-TECHNILIN à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Saint-Martin-du-Tilleul, sont modifiées par le présent arrêté.

L'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n°D3/B4-06-318 du 18 décembre 2006 est remplacé par le présent article.

ARTICLE 2 : Abrogation

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°D1/B1-14-820 du 02 décembre 2014 sont abrogées.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°UBDEO/ERC/21/111 du 06 août 2021 sont abrogées.

ARTICLE 3 : Nature des installations

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

Rubrique	AS, A,E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2311-1	A	Fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.)	Bâtiment P : cardage et affinage 24 t/j peignage 6 t/j Bâtiment S3 : inchangé : 24 t/j Bâtiment S1 : inchangé : 1,12 t/j	quantité de fibres susceptibles d'être traitées	$Q > 5 \text{ t/j}$	55,12 t/j
1530-3	DC	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	Bâtiment S2 : 3 072 m ³ (1000 tonnes) Bâtiment S3 : 300 m ³ (175 tonnes) Bâtiment silo : 480 m ³	volume susceptible d'être stocké	$1000 < V \leq 20\,000 \text{ m}^3$	3 852 m ³
2170-2	D	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781	Fabrication de briquettes de poussières de lin	capacité de production	$1 < C < 10 \text{ t/j}$	2,7 t/j
1185-2	NC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)	Pompe à chaleur d'une capacité unitaire de 1,8 kg de R32 et d'une puissance de 3,6 kW	capacité unitaire	$C > 2 \text{ kg}$	1,8 kg
2160	NC	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains,	1 silo d'anas	volume total des stockages	$V \leq 5\,000 \text{ m}^3$	570 m ³

Rubrique	AS, A,E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable				
2662	NC	Stockage de polymères	Stockage de films polyéthylènes, sacs plastiques et housses plastiques (3 tonnes)	volume susceptible d'être stocké	$V < 100 \text{ m}^3$	15 m ³
2910	NC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	Chaudière biomasse (anas de lin)	puissance thermique nominale totale	$P < 1 \text{ MW}$	0,3 MW
4310	NC	Gaz inflammables catégorie 1 et 2	Stockage de bouteilles de gaz	quantité totale susceptible d'être présente	$Q < 1 \text{ t}$	0,7 t

(*) : **A** (Autorisation) ou **E** (Enregistrement) ou **DC** (Déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'environnement) ou **D** (Déclaration) ou **NC** (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

ARTICLE 4 : Consistance des installations autorisées

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante (plan en annexe 1) :

- Bâtiment P : atelier Innofibre 2 comprenant 1 ligne de cardage et d'affinage, atelier de peignage comprenant 2 peigneuses (P1 et P2), 2 autospreaders, ainsi que des stockages d'emballages plastiques,
- Bâtiment K : local de traitement des poussières comprenant deux presses, atelier d'entretien et présence de 8 machines de préparation,
- Bâtiment S1 : atelier de filature,
- Bâtiment S2 : stockage de matières premières et de produits finis,
- Bâtiment S3 : atelier Innofibre 1 comprenant 1 ligne de cardage, 1 ligne d'affinage, 1 carde ruban et stockage de matières premières et de produits finis,
- Un silo de stockage d'anas de lin,
- Des bureaux.

Le site fonctionne en 3 x 8 h du lundi au vendredi. ».

ARTICLE 5 : Bâtiment S1 : cellule de stockage de produits finis

L'article 1.5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est supprimé.

ARTICLE 6 : Conditions générales et points de rejet

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Les machines de peignage et les lignes d'affinage sont munies de dispositifs d'aspiration qui envoient l'air poussiéreux, après passage dans des condenseurs, vers des cyclones (sauf pour la ligne d'affinage LTF). Les poussières récupérées en bas des cyclones sont envoyées vers des presses à poussières. L'air en sortie des cyclones est envoyé vers des filtres rotatifs dont les rejets se font en extérieur. Les poussières récupérées par aspiration sur les mousses des filtres rotatifs sont envoyées vers un filtre à manches dont le rejet s'effectue en extérieur. Les poussières récupérées dans le filtre à manches sont dirigées vers les presses à poussières.

Points de rejet	Emplacement	Installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h
Point 1-a	Bâtiment P Peigneuse 1	Cyclone 1 en amont du filtre rotatif 1	46 500
Point 1-b	Bâtiment P Peigneuse 2	Cyclone 2 en amont du filtre rotatif 2	46 500
Point 2	Bâtiment P Ligne d'affinage Innofibre 2	Filtre à manches	80 000
Point 3-a	Bâtiment S3 Ligne de traitement des sous- produits	Cyclone 5 en amont du filtre rotatif 5	58 900
Point 3-b	Bâtiment S3 Ligne d'affinage S1	Cyclone 6 en amont du filtre rotatif 6	68 200
Point 3-c	Bâtiment S3 Ligne d'affinage LTF	Filtre rotatif 7	67 500
Point 4	Extérieur près du bâtiment P	Filtre à manches	53 900

Les débits des effluents gazeux est exprimé en mètre cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). ».

ARTICLE 7 : Valeurs limites des concentrations et quantités maximales rejetées

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

La concentration maximale de poussières totales rejetée doit être inférieure à 15 mg/Nm³ pour les points 1-a, 1-b, 3-a, 3-b, 3-c et 4 et inférieure à 5 mg/Nm³ pour le point 2.

Le flux maximal horaire de poussières totales engendré par l'ensemble des installations doit être inférieur à 1,8 kg/h. ».

ARTICLE 8 : Caractéristiques minimales des voies

L'article 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Les bâtiments doivent être en permanence accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'établissement et l'accès au moyen d'intervention en cas de sinistre. Cette voie doit permettre l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins. Cette voie permet un accès à la périphérie complète de l'établissement.

Elle présente les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement de 3 m ;
- rayon intérieur de giration de 11 m ;
- hauteur libre de 3,50 m ;
- pente inférieure à 15 % ;
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kilo-newtons (avec un maximum de 80 kilo-newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 4,5 m).

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe tout en laissant dégagés les accès aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'établissement.

L'exploitant aménage un complément de voie engin sur les faces Nord et Ouest, afin de respecter les dispositions du présent article, avant le 31 décembre 2025. Dans l'attente de ce complément, l'ensemble des voies d'accès autour du site restent en tout temps dégagées afin de permettre l'accès des engins de secours. Ce point est audité quotidiennement par le responsable Qualité Sécurité Environnement du site.

ARTICLE 9 : Ressources en eau et mousse

L'article 7.7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un poteau incendie conforme aux normes en vigueur et d'un diamètre DN150 situé à l'entrée du site. Celui-ci doit délivrer un débit de 60 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar.
- une réserve d'eau incendie de 240 m³.

Cette réserve d'eau incendie dispose d'une aire d'utilisation et doit être aménagée conformément aux caractéristiques techniques des fiches 2.6 (citerne souple) et 2.9 (aire d'aspiration) annexées au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie. L'accès à cette(s) plate(s)-forme(s) doit être assuré par une voie engin de 3 mètres de large, stationnement exclu.

Les moyens de défense extérieure contre l'incendie (citerne souple) doivent être réceptionnés en présence d'un représentant du SDIS. L'exploitant doit transmettre un exemplaire de ce rapport au service de prévision situé 8 rue du Dr Michel Baudoux – BP 613 – 27006 EVREUX CEDEX. ».

ARTICLE 10 : Défense incendie

L'article 7.7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Des extincteurs portatifs en nombre et en qualité adaptés aux risques doivent être judicieusement répartis dans l'établissement à raison de 6 litres de produits extincteur ou équivalent pour 200 m² de plancher. De plus, la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser

20 mètres. Ils doivent être visibles et accessibles, accrochés à un élément fixe, entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement.

Des systèmes de détection et d'extinction incendie sont installés sur toutes les machines de peignage et d'affinage.

Tous les bâtiments de production et de stockage du site sont équipés de RIA. Le personnel a été formé au maniement des RIA. ».

ARTICLE 11 : Caractéristiques des stockages et des bâtiments

L'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Article 8.1.2.1. Bâtiment S1

Un atelier de filature est implanté dans le bâtiment S1. Le stockage des matières premières et des produits finis (bobines) dans le bâtiment S1 est limité à la production journalière.

Le bâtiment S1 est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à 2 %.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et accessibles au service d'incendie et de secours.

Le local chaufferie est constitué de mur REI 120.

Le local compresseur est séparé du bâtiment S1 par un mur REI 120.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.2.2. Bâtiment S2

La quantité de matière combustible stockées est limitée à 1 000 t, soit 3 072 m³ environ.

La zone de stockage se situe dans la partie nord de l'entrepôt conformément aux plans transmis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Elle est limitée à 32 m de longueur et 24 m de largeur.

Article 8.1.2.3. Bâtiment S3

Un atelier de cardage et affinage est implanté dans le bâtiment S3. La quantité de matière combustible stockées est limitée à 175 t, soit 300 m³ environ.

La zone de stockage se situe dans la partie sud-est de l'entrepôt conformément aux plans transmis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Elle est limitée à 15 m de longueur et 5 m de largeur.

Le bâtiment S3 est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à 2 %.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et accessibles au service d'incendie et de secours.

Article 8 .1.2.4. Bâtiment P

Un atelier de cardage et affinage, ainsi qu'un atelier de peignage sont implantés dans le bâtiment P. Le stockage des matières premières et des produits finis (bobines) dans le bâtiment P est limité à la production journalière. Le stockage d'emballages plastiques est limité à 3 t, soit environ 15 m³.

L'atelier Innofibre 2 et le sas de stockage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à 2 %.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Un dispositif de commande manuelle (DCM) est placé à proximité de l'accès principal de l'atelier Innofibre 2 et un autre dans le sas de stockage, accessibles au service d'incendie et de secours, et entraînent l'ouverture de l'ensemble de la zone de désenfumage.

La séparation entre le bâtiment P et le bâtiment S3 est constituée par deux murs distincts accolés :

- 1 mur en poteaux béton et panneaux béton du bâtiment P ;
- 1 mur en poteaux métalliques et remplissage maçonnerie du bâtiment S3.
- 2 portes EI120 à déclenchement automatique par fusibles sont entre ces 2 bâtiments.

Les 2 ateliers (cardage/affinage et peignage) du bâtiment P sont séparés par des murs maçonnés disposant d'ouvertures coupe-feu EI120 à fermeture automatique.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant remplace les portes du sas d'intercommunication entre les deux ateliers du bâtiment P par des portes EI120 à fermeture automatique avant le 30 septembre 2025. Dans l'attente de leur mise en place, aucune matière combustible n'est autorisée dans un rayon de 5 mètres autour de l'ouverture au fond de l'atelier (en dehors de la matière utilisée en cours de transformation dans les machines) et le

stockage est limité au minimum et regroupé en priorité vers le centre du sas afin de l'éloigner au maximum de l'ouverture donnant vers le sas. ».

ARTICLE 12 : Silo d'anas

Le chapitre 8.3 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« L'étude des dangers conclut que cette installation génère de nouvelles zones d'effets sur la société TEILLAGE SAINT MARTIN qui n'avaient pas été incluses dans l'acte notarié de 2005 visant à maîtriser les activités dans les zones de risques. La société ECO-TECHNILIN doit reconsolider l'acte notarié de 2005 en actualisant les zones de dangers, en limitant les activités à risques dans ces zones et en renforçant la stratégie d'alerte entre les voisins (définir des modalités d'alerte rapide, réaliser des exercices d'évacuation en commun en cas d'incendie ou d'explosion).

Une délimitation claire des limites de propriétés est également à préciser. ».

ARTICLE 13 : Analyse du Risque Foudre

Une mise à jour de l'Analyse du Risque Foudre est réalisée, des protections supplémentaires, le cas échéant, sont mises en place avant l'exploitation.

ARTICLE 14 : Surveillance des niveaux sonores

L'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Une mesure des niveaux des émissions sonores de l'établissement doit être effectuée tous les 3 ans par un organisme qualifié. Ces mesures doivent être réalisées conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Elles doivent être effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation et de l'activité des entreprises environnantes.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées accompagnés, en cas de non-conformité, de propositions en vue de corriger la situation.

Les prochaines mesures de niveaux sonores sont effectuées après la mise en service de la ligne Innofibre 2 et avant le 31 décembre 2025. ».

ARTICLE 15 : Cuve de fioul

L'exploitant réalise l'inertage et/ou le retrait de la cuve enterrée de fioul, ainsi qu'un diagnostic de pollution des sols, avant le 30 septembre 2025.

ARTICLE 16 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux

mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 17 : PUBLICITÉ ET EXÉCUTION

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Bernay,
- Monsieur le maire de la commune de Saint-Martin-du-Tilleul,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Évreux, le **14 FEV. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES

Annexe à l'arrêté préfectoral : plan de l'emprise d'exploitation

